

Communiqué de presse

SPF FINANCES

QUEL SERVICE À LA POPULATION ? DE NOUVEAU DES BUGS AU SPF FINANCES !!

Depuis ce matin, les contribuables n'ont pas d'accès à « *Tax On Web* » ou au calcul des impôts. Les files d'attente se donc sont allongées ! Au bout de deux heures dans les centres des impôts, notamment au grand centre Finto de Bruxelles, tout le monde a été refusé et renvoyé sans aucune autre considération pour les travailleurs qui avaient pris congé.

C'est un service au citoyen que les agents du service public ne peuvent rendre aux contribuables soucieux de remplir au mieux leurs déclarations. Cette catégorie de citoyens qui se rend dans les bureaux du département sont souvent des personnes qui ne possèdent pas internet chez eux ou qui n'ont pas les moyens de le faire.

Nous constatons, qu'une fois de plus, le système informatique des Finances est défaillant ! Encore ce weekend des nouveaux plans ont été annoncés or, nous savons, par expérience, qu'il faut attendre plusieurs mois après l'introduction d'une nouvelle application avant qu'elle ne fonctionne convenablement.

Lors de la dernière grande panne, l'été dernier, l'Autorité se justifiait en déclarant que des pannes de telle ampleur n'arrive que tous les cinq ans, la réalité est bien différente...

La CGSP ne peut admettre qu'un service de qualité ne soit pas offert à ces citoyens « plus faibles ».

La CGSP souhaite que tous les moyens soient mis en œuvre pour qu'au plus vite ce genre d'incidents ne se reproduisent plus et demande qu'elle en est la raison précise ?

Lorsque les autorités des Finances se targuent du succès rencontré par « *Tax-On-Web* », nous nous devons de tempérer ces déclarations. Ainsi dans les statistiques annoncées de « *Tax-On-Web* » nous devons comptabiliser les déclarations remplies par les agents taxateurs des bureaux, du moins quand le système fonctionne.

La CGSP insiste également pour que les économies d'échelles réalisées par l'accroissement du recours à « *Tax-On-Web* » soient mises à profit pour recruter du personnel que l'on affectera réellement à la lutte contre la fraude fiscale.

Michèle BELOT,
Vice-Présidente CGSP-AMiO - Finances.